

SYRIE

# Le gouvernement met en garde contre toute agression terrestre étrangère

**Le gouvernement syrien a mis en garde hier contre toute intervention terrestre étrangère sur son sol sans son aval, après des informations faisant état d'éventuels envois de troupes étrangères dans le pays.**

«Toute intervention terrestre sur le territoire syrien sans l'autorisation du gouvernement est une agression face à laquelle il faudra résister», a affirmé le chef de la diplomatie, Walid Mouallem, lors d'une conférence de presse à Damas.

«Que personne ne pense à agresser la Syrie ou à violer sa souveraineté car nous enverrons (les agresseurs), qu'ils soient

saoudiens ou turcs, dans des cercueils en bois dans leur pays», a-t-il ajouté. «Ça sera le sort de quiconque voudrait participer avec les terroristes à l'agression contre la Syrie», a encore dit le ministre. Jeudi, un général saoudien a affirmé à l'AFP que son pays serait prêt à se joindre à toute opération terrestre en Syrie décidée par la coalition menée par Washington.

Par ailleurs, l'armée russe a affirmé avoir «de sérieuses raisons» de croire que la Turquie prépare une «intervention militaire» en Syrie voisine, invoquant l'accumulation à la frontière d'hommes et de matériel et l'interdiction par Ankara du survol de son territoire par un avion de reconnaissance russe. Sur un autre plan, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a assuré hier que la Turquie restait fidèle à sa «politique de la frontière ouverte» pour les réfugiés, sans préciser quand les milliers de

Syriens bloqués à un poste-frontière seraient autorisés à entrer dans son pays. «Nous maintenons toujours cette politique de la frontière ouverte pour les gens qui fuient l'agression du régime ainsi que les frappes russes», a déclaré M. Cavusoglu en sortant d'une réunion avec ses homologues européens à Amsterdam. Le poste-frontière turc d'Oncupinar était toujours fermé hier aux milliers de Syriens qui s'y pressent pour fuir le conflit. Plus tôt, les Européens avaient rappelé à la Turquie son devoir,

au regard du droit international, d'accueillir les milliers de réfugiés syriens bloqués à sa frontière. «La Convention de Genève, qui stipule qu'il faut accueillir les réfugiés, est toujours valide», avait déclaré le commissaire à l'Elargissement, Johannes Hahn. M. Cavusoglu s'est toutefois gardé de donner la moindre précision sur le moment où la Turquie allait ouvrir sa frontière, alors que selon l'ONU, 20.000 personnes se bousculaient face à Oncupinar, dans la ville syrienne de Bab al-Salama.

PAKISTAN

## Enquête ouverte contre des responsables après la mort de manifestants

**Une enquête pour meurtre va être lancée contre cinq responsables pakistanais, dont un ancien conseiller du Premier ministre Nawaz Sharif, après la mort par balles de deux employés de la compagnie aérienne nationale lors d'une manifestation à Karachi, a-t-on appris samedi auprès de la police.**

Les deux employés de la PIA ont été tués et d'autres blessés à l'aéroport international de Karachi jeudi lors d'une manifestation contre un projet de privatisation, qui a

dégénéré en affrontements avec les forces de sécurité. Les forces de l'ordre ont nié avoir ouvert le feu.

L'enquête a été ouverte contre un ministre fédéral, un sénateur, un ancien conseiller de M. Sharif, ainsi que de deux responsables de la compagnie après le dépôt d'une plainte pour meurtre et torture par des employés de la PIA, a annoncé à l'AFP un haut responsable de la police, Rao Anwar. «Une équipe chargée de l'enquête a été formée», a-t-il précisé.

Les cinq responsables sont accusés d'avoir planifié le meurtre des manifestants, même s'ils n'ont pas ouvert le feu eux-mêmes.

Les autorités assurent que les victimes ont été tuées par des hommes en armes qui se trouvaient dans la foule.

Les employés de la PIA ont lancé une grève il y a cinq jours pour protester contre un projet de privatisation.

En décembre 2015, Islamabad a annoncé vouloir céder une partie de la compagnie après des années de pertes et de mauvaise gestion qui ont terni sa réputation.

Le trafic aérien était encore très perturbé samedi dans les principaux aéroports du Pakistan, tous les vols internationaux et intérieurs de la compagnie PIA étant cloués au sol et des milliers de passagers étaient bloqués dans les aéroports.

LÉGISLATIVES EN IRAN

## 1 500 candidats supplémentaires approuvés

Quelque 1 500 nouveaux candidats ont été approuvés pour les législatives du 26 février en Iran, ce qui fait passer le nombre total des candidats à 6 180 pour les 290 sièges que compte le Parlement, ont rapporté hier les médias iraniens.

«Après examen des plaintes par le Conseil des gardiens, 1 500 nouveaux candidats ont été approuvés», a annoncé Siamak Rah-Peyk, porte-parole de la commission centrale de la surveillance, qui dépend de ce Conseil chargé de valider les candidatures, selon la télévision d'Etat. «Au total, 6 180 candidats ont été approuvés, soit 51% des 12 000 inscrits», a précisé le vice-ministre de l'Intérieur, Hossein-Ali Amiri, cité par l'agence Irna. Il a ajouté que 147 candidats approuvés précédemment par les instances subalternes ont été rejetés par le Conseil des Gardiens de la Constitution. «Ils peuvent faire appel de cette décision du Conseil», a ajouté M. Amiri. La liste définitive sera publiée le 16 février. Le président iranien Hassan Rohani avait critiqué le rejet des candidats, en particulier ceux appartenant au camp modéré et réformateur auquel il appartient. Toutefois, les principaux responsables réformateurs ont déclaré ces derniers jours que leur coalition allait présenter des candidats partout dans le pays, rejetant toute idée de boycott des élections.

Aucune indication n'a pour l'instant été donnée pour savoir si des candidats réformateurs rejetés initialement ont été repêchés. Les législatives du 26 février auront lieu en même temps que les élections pour renouveler l'Assemblée des experts, chargée de nommer, surveiller et démettre le guide suprême iranien. Les deux chambres sont actuellement contrôlées par les conservateurs. Ces élections sont importantes pour le président Rohani qui espère obtenir une majorité plus conciliante pour accélérer ses réformes politiques et sociales.

MALI

## Aqmi revendique l'attaque contre l'ONU à Tombouctou

**L'organisation terroriste Aqmi a revendiqué samedi l'attaque de la veille contre l'ONU à Tombouctou, dans le nord du Mali, alors que des suspects arrêtés pour leurs liens présumés avec l'assaut étaient relâchés «faute de preuves», selon une source de sécurité malienne.**

Lancée tôt vendredi matin par des terroristes, cette attaque a visé

«La Palmeraie», un ancien hôtel situé dans le secteur sud de la ville, entre l'aéroport et le quartier administratif, où la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) a installé une base de policiers nigériens.

Elle a coûté la vie à un militaire malien, ainsi qu'à au moins quatre assaillants, selon les autorités maliennes. Le ministre malien de la Défense Tièman Hubert Coulibaly avait fait état vendredi d'«une demi-douzaine» de «terroristes» impliqués dans l'attaque, ajoutant que «leur nombre exact sera précisé» ultérieurement.

«Trois ont été neutralisés, un s'est fait exploser», avait-il dit lors d'une rencontre avec la presse à Bamako, sans se prononcer sur d'éventuels survivants.

Dans un communiqué diffusé samedi par l'agence privée maurita-

nienne Al-Akhbar, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué l'attaque de Tombouctou, affirmant qu'elle a été menée par trois individus, tous tués, et soutenant qu'elle a laissé «plusieurs soldats» morts «et d'autres blessés», sans préciser de nombre.

De même source, les trois hommes ayant mené l'assaut appartiennent à «l'unité combattante d'Al-Quds, qui dépend de la région du Sahara».

Vendredi, explique-t-elle, «le vaillant martyr connu sous le nom du Kandahari, de la tribu arabe des Awlad Idriss, a réussi à entrer dans le camp (de l'ONU) et fait exploser son véhicule. Il a été suivi par les cavaliers Abdallahi et Moustapha qui sont tous des Ansari», terme qui désigne dans la terminologie islamiste des combattants autochtones.

Leurs nationalités n'ont pas été précisées. Dans la journée de vendredi, «deux personnes soupçonnées d'être des terroristes ont été arrêtées non loin du lieu de l'attaque» à laquelle elles pourraient avoir participé, avait indiqué le même jour à l'AFP une source à l'état-major de l'armée à Tombouctou.

Samedi, une source à la gendarmerie de Tombouctou a affirmé à l'AFP que «les personnes arrêtées

vendredi parce que soupçonnées d'être des terroristes ou leurs complices ont été libérées faute de preuves», sans préciser de nombre ni fournir plus de détails.

Selon des sources militaires, le calme régnait samedi à Tombouctou, où le ministre Tièman Hubert Coulibaly s'est rendu pour les obsèques du militaire tué dans l'attaque, le commandant Karim Niang.

«Toute la nuit, nous avons organisé des patrouilles dans (différents) secteurs», a dit une des sources militaires. D'après l'entourage du ministre, M. Coulibaly doit rencontrer des responsables du gouvernorat de Tombouctou pour évoquer le renforcement du dispositif sécuritaire dans la ville. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes terroristes liés à Al-Qaïda après la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Ces groupes en ont été en grande partie chassés par l'intervention militaire internationale lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France et qui se poursuit depuis.

Les islamistes restent toutefois actifs dans cette vaste région où des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères.